



8 octobre 2015

## UN GROUPE DE SEPT PROVINCES BROSSE UN TABLEAU DE CROISSANCE MODÉRÉE

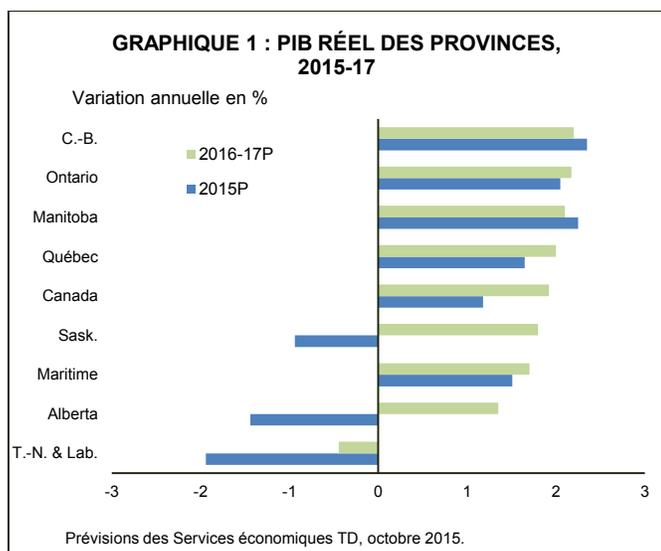
### Faits saillants

- Nous avons abaissé nos prévisions de croissance économique pour la plupart des provinces par rapport à nos prévisions de juillet. Bien que la faiblesse de l'année en cours soit concentrée dans les provinces productrices de pétrole, les exportations se sont avérées décevantes au premier semestre dans la plupart des provinces.
- Nous pensons que les trois provinces productrices de pétrole seront en récession cette année en raison de l'incidence des faibles prix du pétrole sur leur économie. Les prix du pétrole brut devraient amorcer leur remontée l'an prochain, mais pas d'une façon qui laisserait entrevoir une reprise en forme de V de l'investissement et de la croissance dans les provinces riches en pétrole. Par conséquent, on s'attend à ce que l'Alberta et la Saskatchewan ne progressent que modestement en 2016-2017. À Terre-Neuve-et-Labrador, le PIB réel devrait poursuivre son recul l'an prochain avant de se stabiliser d'ici 2017.
- Dans toutes les autres provinces, les prévisions à moyen terme font état d'une croissance modérée et régulière. On s'attend à ce que la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Manitoba mènent le bal. En effet, ces provinces sont bien positionnées pour tirer parti de l'augmentation de la demande d'importation. À court terme, la forte activité de revente de logements devrait favoriser les dépenses de consommation en Ontario et en Colombie-Britannique.

L'extrême faiblesse des marchés des produits de base et la contraction de l'économie canadienne au premier semestre se sont imposées comme des thèmes centraux. La présente édition des prévisions économiques provinciales (PEP) indique dans quelle mesure la faiblesse de l'année en cours est concentrée dans les provinces productrices de pétrole, soit l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador. Ensemble, ces provinces devraient voir leur économie se contracter de 1,4 % en chiffres réels en 2015. Voilà un fort contraste avec les sept autres provinces dont la croissance économique moyenne prévue de 2 %, sans être extraordinaire, est tout de même respectable.

Les conditions devraient demeurer difficiles dans les marchés des produits de base et les provinces dont la croissance repose fortement sur les ressources. On s'attend à ce que les conditions du marché des produits de base commencent à s'améliorer vers la fin de l'an prochain, mais cette amélioration devrait se faire graduellement et pourrait tarder à se répercuter sur les investissements et les marchés de l'emploi dans ces provinces. Par conséquent, la croissance économique de l'Alberta et de la Saskatchewan reprendra vraisemblablement de l'élan l'an prochain, tout en demeurant bien en deçà de la moyenne nationale, mais celle de Terre-Neuve-et-Labrador devrait demeurer négative. En 2017, ces provinces devraient faire un autre pas dans la bonne direction, mais là encore, on prévoit que l'expansion y sera relativement modeste et nettement inférieure à celle enregistrée dans le passé.

Dans les autres provinces, le scénario à moyen terme sera caractérisé par une croissance modérée et régulière, et la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Manitoba mèneront le bal. Même si le groupe de



sept provinces a réussi à garder la tête hors de l'eau, nous avons tout de même abaissé nos prévisions de croissance économique pour certaines provinces par rapport à nos dernières prévisions trimestrielles, en juillet. Les principales déceptions sont liées au secteur des exportations, au sein duquel l'activité a été généralement inférieure aux attentes durant la plus grande partie du premier semestre. La bonne nouvelle, c'est que la croissance des exportations provinciales a néanmoins fortement rebondi en juin et de juillet. Par ailleurs, malgré la baisse enregistrée en août, les exportations hors énergie réelles demeurent 4,3% supérieures à leur niveau de mai dernier. Étant donné que l'économie américaine devrait gagner du terrain et que les dépenses de consommation devraient rester décentes, nous devrions observer une croissance économique modérée et un recul du taux de chômage dans la plupart des provinces consommatrices de pétrole au cours des prochaines années.

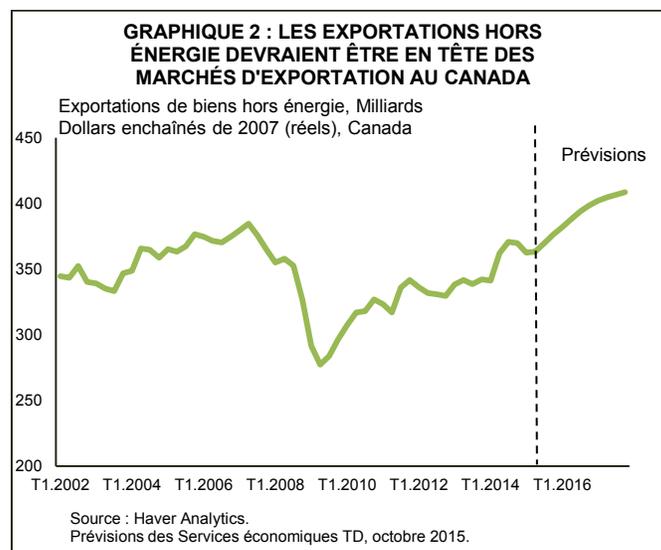
### Faiblesse prolongée dans les provinces productrices de pétrole

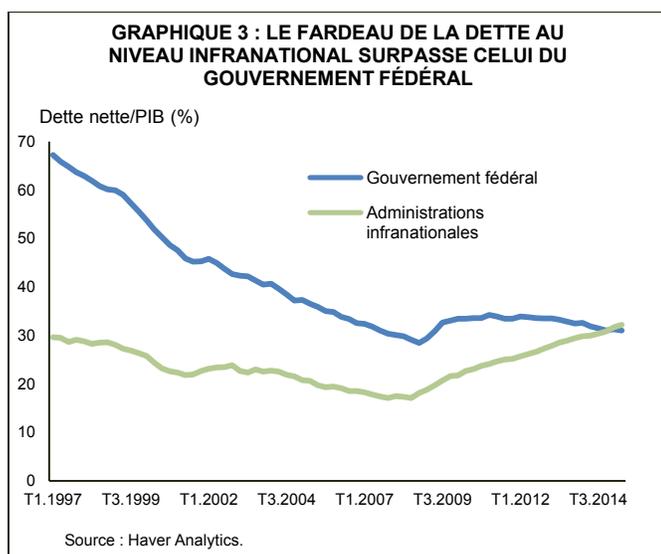
Parallèlement à la chute des prix du pétrole brut ces derniers mois, les contractions prévues en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador cette année sont plus importantes que celles annoncées dans les prévisions de juillet. Les dépenses en immobilisations dans le secteur pétrogazier devraient chuter d'environ 40 % en 2015, ce qui portera un dur coup à la construction non résidentielle et aux travaux de génie – ainsi qu'aux activités de soutien pour les secteurs minier et pétrogazier – dans le secteur pétrolier canadien. En 2015, les investissements sont toutefois demeurés solides à Terre-Neuve-et-Labrador. Or, contrairement à l'Alberta, où la production de pétrole a pris de l'essor cette année, Terre-Neuve-et-Labrador a vu sa production

de pétrole brut reculer nettement (-20 % environ sur 12 mois au premier semestre de 2015). Bien que la chute des prix du pétrole ait constitué le principal obstacle, d'autres facteurs – dont la sécheresse et les incendies de forêt dans une grande partie des Prairies – ont aussi nui à l'économie de ces provinces.

Même si ces derniers facteurs sont généralement de nature transitoire, les répercussions des bas prix du pétrole devraient perdurer. Du fait de l'offre excédentaire substantielle dans les marchés du pétrole à l'échelle mondiale, nous ne nous attendons pas à une remontée du prix du pétrole WTI à 65 \$ le baril avant 2017. Et là encore, il faudra du temps pour que les prix plus élevés entraînent une augmentation des dépenses en immobilisations. D'ici là, l'effet des revenus inférieurs continuera de se faire sentir sur l'économie, y compris sur le marché de l'emploi (qui a assez bien tenu le coup jusqu'ici cette année en Alberta, mais qui devrait perdre des plumes au second semestre).

Malgré les sombres perspectives pour le secteur pétrolier canadien, l'ampleur de la récession en Alberta et en Saskatchewan devrait tout de même être inférieure à celle subie dans la foulée de la crise financière mondiale de 2008-2009. L'économie de la Saskatchewan, qui ne repose pas autant sur le secteur pétrolier que celle de l'Alberta, pourrait bénéficier de l'amélioration des perspectives d'autres secteurs, comme celui de l'extraction de potasse, sur l'horizon de prévision. La situation de l'Alberta se distingue notamment par l'importante bulle immobilière qui s'est formée et qui a fini par éclater en 2009-2010, ce qui a fortement pesé sur l'économie. Quand les prix du pétrole ont commencé à chuter dernièrement, le marché albertain affichait moins de signes indiquant la formation d'une bulle, ce qui ouvre





la voie à une correction plus modeste dans les mois à venir. Cette résilience relative s'accorde avec l'évolution des prix des logements jusqu'ici en 2015.

Somme toute, en 2016-2017, la croissance économique devrait être de retour en Alberta (1,4 % par an, en moyenne) et en Saskatchewan (1,8 %). Or, ces taux représentent moins de la moitié du rythme de croissance de ces provinces au sortir de la récession de 2008-2009. À Terre-Neuve-et-Labrador, le PIB réel devrait simplement se stabiliser d'ici 2017, car la production de pétrole continuera de suivre une tendance baissière à long terme jusqu'à ce que la plateforme pétrolière Hébron devienne pleinement opérationnelle vers la fin de l'année 2017 et que les dépenses en immobilisations diminuent par rapport au niveau toujours élevé de cette année.

### Croissance modeste dans les autres provinces canadiennes

Même si les autres provinces ont fait meilleure figure, elles ont tout de même enregistré une croissance économique décevante au premier semestre. Les résultats sont en partie attribuables aux tendances de la demande aux États-Unis, où la croissance a été lente dès le début de 2015. Les exportations plus faibles que prévu, conjuguées à la volatilité accrue des marchés financiers, ont vraisemblablement contribué à reporter certains investissements. Les résultats au chapitre des dépenses de consommation ont aussi été contrastés, les centres commerciaux de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ayant enregistré de meilleures ventes que ceux du Québec, du Manitoba, et des Provinces maritimes.

Les plus récents indicateurs laissent entrevoir une accélération généralisée de la croissance dans les provinces

consommatrices de pétrole au second semestre de 2015 et en 2016. De plus, les exportations hors énergie ont montré des signes d'embellie en réaction à l'accélération de l'économie américaine et à la faiblesse du dollar canadien, ce qui est encourageant. L'effet combiné d'une croissance économique solide aux États-Unis et d'un dollar canadien faible (qui devrait toucher un creux de 0,73 \$ US d'ici le début de 2016) devrait faire en sorte que les exportations demeurent une source importante de croissance provinciale (voir graphique 2). En ce qui a trait aux exportations de services, l'augmentation du nombre de touristes en provenance des États-Unis devrait favoriser l'essor des économies provinciales.

Les perspectives quant aux dépenses des ménages demeurent bonnes à l'extérieur des régions touchées par le recul des prix des produits de base. Malgré une hausse probable des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis, la Banque du Canada devrait laisser son taux de financement à un jour inchangé jusqu'au second semestre de 2017 en raison de l'effet négatif persistant des bas prix des produits de base sur la croissance. À court terme, les dépenses des ménages devraient aussi profiter de la forte activité de revente de logements. Cette année, les médias ont mis en relief la très forte croissance des ventes et des prix en Ontario et en Colombie-Britannique. Or, après quelques années de ralentissement, les ventes au Québec et dans les Provinces maritimes ont lentement repris de la vigueur en réaction aux réductions de taux d'intérêt survenues plus tôt cette année. À mesure que les problèmes d'accessibilité s'intensifieront, les marchés de la Colombie-Britannique et de l'Ontario devraient voir la croissance des ventes et des prix diminuer en 2016 et au début de 2017. À moins que l'emploi ou les taux d'intérêt ne subissent un choc, ce que nous considérons comme improbable, les corrections dans ces provinces devraient avoir lieu de manière ordonnée.

Cette année, l'emploi a continué de croître modestement en moyenne dans toutes les provinces consommatrices de pétrole, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick. En 2016-2017, ces deux provinces devraient elles aussi afficher de légers gains nets d'emplois. De plus, certaines provinces, dont l'Ontario et la Colombie-Britannique, devraient profiter de rentrées plus élevées du fait de la migration interprovinciale.

La plupart des provinces – qu'elles soient axées ou non sur les produits de base – demeureront aux prises avec un contexte budgétaire difficile. Parmi les gouvernements provinciaux, seuls ceux de la Colombie-Britannique et du

Québec affichent un excédent ou sont en voie d'atteindre l'équilibre l'an prochain. Pour la première fois depuis que l'on collige des données à ce sujet, le fardeau de la dette combiné des gouvernements provinciaux et des administrations municipales est plus élevé que celui du gouvernement fédéral (voir graphique 3). L'accent mis sur la compression des budgets d'exploitation du gouvernement est un obstacle continu pour les économies et les marchés du travail d'un océan à l'autre. Cela dit, les gouvernements ont présenté des plans de dépenses en immobilisations qui apporteront un soutien véritablement nécessaire aux infrastructures, ce qui devrait contribuer à relancer la croissance économique à court et à long terme.

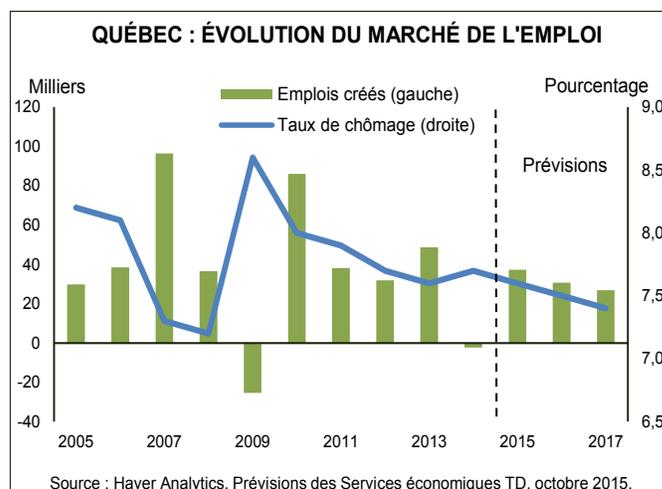
En conclusion, les sept provinces consommatrices de pétrole semblent bien positionnées pour enregistrer une croissance modeste mais régulière au cours des prochaines années. Parmi ces sept provinces, la Colombie-Britannique et l'Ontario présentent les perspectives les plus prometteuses, soit une progression moyenne de leur PIB réel de 2,2 % en 2016 et 2017. Le Manitoba et le Québec devraient suivre de près. Ces provinces enregistrent des mouvements démographiques favorables comparativement aux Provinces maritimes, dont la croissance du PIB réel devrait avoisiner 1,6 %.

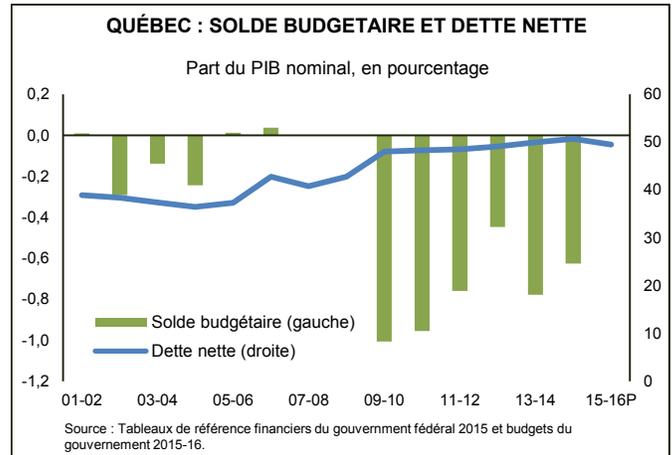
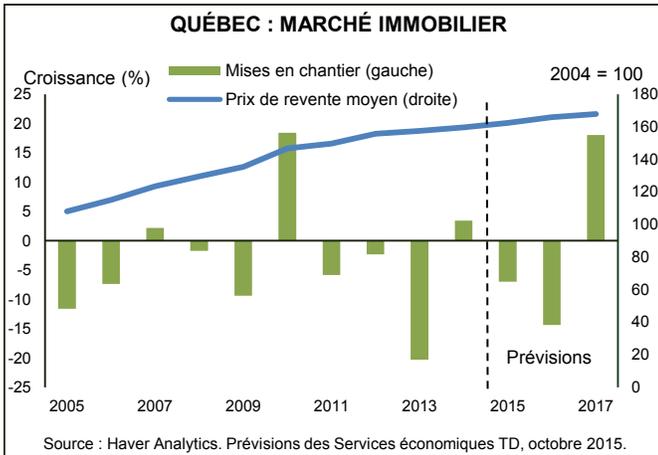
## QUÉBEC

- L'économie québécoise a affiché des résultats partagés au premier semestre de 2015, le PIB réel ayant progressé de 1,3 % seulement (sur 12 mois). Depuis le début de l'année, un ralentissement de l'activité dans le secteur de la construction pèse sur l'activité économique de la province. Compte tenu du dynamisme qui devrait émerger à court terme, le rythme de croissance de l'économie québécoise devrait se situer autour de 1,7 % cette année, avant de s'établir à environ 2 % en 2016-2017.
- Au Québec, les ventes à l'exportation nominales ont augmenté de 9.5 % sur 12 mois de janvier à août; elles sont ainsi allées à l'encontre de la tendance nationale, nettement plus faible, et ont enregistré le deuxième rythme d'expansion le plus rapide de toutes les provinces. Les exportations des sous-secteurs de l'aérospatiale et de la première transformation des métaux (traitement de l'aluminium et de l'alumine) ont mené le bal jusqu'ici. Le secteur des exportations devrait maintenir un rythme solide grâce à la forte demande des États-Unis et à l'affaiblissement du huard. Voilà qui augure bien pour le secteur manufacturier du Québec, en particulier pour la fabrication de machines et l'aérospatiale.
- L'amélioration de la conjoncture économique devrait coïncider avec de bons résultats sur le marché de l'emploi. L'emploi a bien rebondi au Québec en 2015; il avait gagné 0,9 % en août (sur 12 mois, en cumul annuel), soit davantage que la moyenne nationale. La plupart des gains ont été enregistrés dans le secteur des services, principalement dans le secteur du commerce et dans le secteur public. L'embauche dans les secteurs des services privés et de la fabrication devrait continuer à favoriser la progression continue de l'emploi sur la période de prévision. Le taux de chômage a oscillé entre 7,4 et 8 % cette année, car davantage de gens se sont joints à la population active. Nous nous attendons à ce que le taux de chômage diminue légèrement au cours de la période de prévision.
- La combinaison de faibles taux d'intérêt et de l'amélioration des perspectives économiques a contribué à stimuler une reprise de l'activité sur le marché de l'habitation du Québec cette année, après trois années de ralentissement. Cela dit, le niveau plus élevé des taux d'intérêt à long terme et les obstacles démographiques limiteront le rebond de l'activité de revente de logements à court terme. Les nouvelles constructions résidentielles devraient accuser une baisse en 2015-16 avant de repartir à la hausse en 2017.

QUÉBEC - PRÉVISIONS DES SERVICES ÉCONOMIQUES TD					
Variation annuelle moyenne en %, sauf indication contraire					
	2013	2014E	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,0	1,4	1,7	2,1	2,0
PIB nominal	1,5	3,2	3,4	4,1	3,9
Emploi	1,4	0,0	0,9	0,8	0,7
Taux de chômage (%)	7,6	7,7	7,6	7,5	7,4
Indice des prix à la conso.	0,8	1,4	1,2	1,9	2,1
Commerce de détail	2,5	1,7	1,0	3,8	3,5
Mises en chantier	-20,3	3,4	-7,0	-14,4	18,1
Ventes de log. existants	-8,0	-0,7	6,1	2,7	-0,5
Prix moy. des log. existants	1,2	1,4	1,7	2,2	1,2

E | P : Estimation, Prévision des Services économiques TD, octobre 2015.  
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics





## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES PROVINCIALES

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) RÉEL					
Variation annuelle en pourcentage					
	2013	2014E	2015P	2016P	2017P
<b>CANADA</b>	2,0	2,4	1,2	2,0	1,9
T.N.L.	7,2	-2,6	-1,9	-0,9	0,0
Î.P.É.	2,0	1,3	1,4	1,5	1,8
N.É.	0,3	1,7	1,6	2,1	1,4
N.B.	-0,5	0,2	1,4	1,6	1,6
Québec	1,0	1,4	1,7	2,1	2,0
Ontario	1,3	2,2	2,0	2,4	2,0
Manitoba	2,2	1,3	2,3	2,2	2,1
Sask.	5,0	1,5	-0,8	1,7	1,9
Alberta	3,8	4,5	-1,4	1,2	1,6
C.B.	1,9	2,7	2,5	2,4	2,1

P : Prévission des Services économiques TD, octobre 2015.  
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) NOMINAL					
Variation annuelle en pourcentage					
	2013	2014E	2015P	2016P	2017P
<b>CANADA</b>	3,4	4,3	0,5	4,5	4,2
T.N.L.	10,7	-2,7	-9,7	3,3	4,3
Î.P.É.	5,0	3,2	2,3	3,4	3,7
N.É.	2,4	3,9	2,3	4,2	3,8
N.B.	0,5	1,7	2,7	3,3	3,5
Québec	1,5	3,2	3,4	4,1	3,9
Ontario	2,4	3,6	3,5	4,4	4,0
Manitoba	3,7	3,6	3,7	4,2	4,4
Sask.	5,5	1,5	-4,0	4,5	4,9
Alberta	7,1	8,0	-8,9	4,8	5,8
C.B.	3,2	4,5	3,5	4,4	4,4

P : Prévission des Services économiques TD, octobre 2015.  
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

EMPLOI					
Variation annuelle en pourcentage					
	2013	2014	2015P	2016P	2017P
<b>CANADA</b>	1,5	0,6	0,8	0,6	0,8
T.N.L.	0,8	-1,7	-1,5	-0,6	-0,5
Î.P.É.	1,5	-0,1	-1,3	0,6	0,9
N.É.	-1,1	-1,1	0,3	0,6	0,2
N.B.	0,4	-0,2	-1,0	0,5	0,4
Québec	1,4	0,0	0,9	0,8	0,7
Ontario	1,8	0,8	0,8	1,0	0,8
Manitoba	0,7	0,1	1,6	0,6	0,8
Sask.	3,1	1,0	0,2	0,3	1,0
Alberta	2,5	2,2	1,1	-0,7	1,4
C.B.	0,1	0,6	0,7	1,0	0,8

P : Prévission des Services économiques TD, octobre 2015.  
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

TAUX DE CHÔMAGE					
Annuel, pourcentage					
	2013	2014	2015P	2016P	2017P
<b>CANADA</b>	7,1	6,9	6,9	6,9	6,7
T.N.L.	11,6	11,9	12,9	13,2	13,2
Î.P.É.	11,6	10,6	10,6	10,6	10,3
N.É.	9,1	9,0	8,7	8,6	8,8
N.B.	10,3	9,9	10,4	10,0	10,2
Québec	7,6	7,7	7,6	7,5	7,4
Ontario	7,6	7,3	6,7	6,7	6,6
Manitoba	5,4	5,4	5,7	5,8	5,7
Sask.	4,1	3,8	5,0	5,2	4,9
Alberta	4,6	4,7	6,0	6,6	5,7
C.B.	6,6	6,1	5,9	5,9	5,8

P : Prévission des Services économiques TD, octobre 2015.  
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC)					
Variation annuelle en pourcentage					
	2013	2014	2015P	2016P	2017P
<b>CANADA</b>	0,9	1,9	1,0	1,9	2,1
T.N.L.	1,7	1,9	0,3	1,8	1,8
Î.P.É.	2,0	1,6	-0,4	1,9	2,0
N.É.	1,2	1,7	0,5	2,0	2,0
N.B.	0,8	1,5	0,6	1,7	1,9
Québec	0,8	1,4	1,2	1,9	2,1
Ontario	1,1	2,3	1,3	1,9	2,1
Manitoba	2,3	1,8	1,1	2,0	2,2
Sask.	1,4	2,4	1,6	1,7	1,9
Alberta	1,4	2,6	1,1	1,7	1,9
C.B.	-0,1	1,0	1,1	2,0	2,1

P : Prévission des Services économiques TD, octobre 2015.  
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

COMMERCE DE DÉTAIL					
Variation annuelle en pourcentage					
	2013	2014	2015P	2016P	2017P
<b>CANADA</b>	3,2	4,6	2,3	3,4	3,2
T.N.L.	5,0	3,4	0,0	-1,0	0,9
Î.P.É.	0,8	3,3	2,0	3,5	3,4
N.É.	2,9	2,3	-0,3	3,8	2,9
N.B.	0,7	3,8	2,3	3,7	1,9
Québec	2,5	1,7	1,0	3,8	3,5
Ontario	2,3	5,0	4,8	3,7	3,0
Manitoba	3,9	4,3	1,0	3,4	3,4
Sask.	5,1	4,6	-2,9	3,0	3,1
Alberta	6,9	7,5	-3,1	1,5	3,4
C.B.	2,4	5,6	7,5	4,1	2,9

P : Prévission des Services économiques TD, octobre 2015.  
Sources : Statistique Canada / Haver Analytics.

MISES EN CHANTIER					
Milliers d'unités					
	2013	2014	2015P	2016P	2017P
<b>CANADA</b>	187,9	188,6	189,5	172,1	162,8
<b>T.N.L.</b>	2,9	2,2	1,9	1,8	1,8
<b>Î.P.É.</b>	0,6	0,5	0,4	0,6	0,6
<b>N.É.</b>	3,9	3,1	4,5	5,4	3,9
<b>N.B.</b>	2,8	2,3	1,9	2,1	2,2
<b>Québec</b>	37,6	38,9	36,2	31,0	36,6
<b>Ontario</b>	60,9	58,3	63,5	58,5	47,7
<b>Manitoba</b>	7,5	6,2	6,3	6,2	6,5
<b>Sask.</b>	8,3	8,2	6,0	5,1	5,4
<b>Alberta</b>	36,1	40,5	36,3	32,8	31,5
<b>C.B.</b>	27,1	28,3	32,5	28,7	26,7

P : Prévission des Services économiques TD, octobre 2015.  
Sources : SCHL / Haver Analytics.

MISES EN CHANTIER					
Variation en pourcentage					
	2013	2014	2015P	2016P	2017P
<b>CANADA</b>	-12,5	0,3	0,5	-9,2	-5,4
<b>T.N.L.</b>	-26,3	-22,9	-13,0	-6,8	-1,1
<b>Î.P.É.</b>	-33,2	-18,9	-16,7	34,9	3,4
<b>N.É.</b>	-14,4	-21,4	46,6	20,0	-27,8
<b>N.B.</b>	-13,4	-18,8	-18,0	13,8	4,2
<b>Québec</b>	-20,3	3,4	-7,0	-14,4	18,1
<b>Ontario</b>	-21,4	-4,3	9,0	-7,9	-18,5
<b>Manitoba</b>	2,6	-17,4	1,7	-1,6	4,0
<b>Sask.</b>	-17,1	-0,2	-27,3	-15,8	5,9
<b>Alberta</b>	8,2	12,5	-10,6	-9,5	-4,0
<b>C.B.</b>	-1,5	4,6	14,9	-11,9	-6,8

P : Prévission des Services économiques TD, octobre 2015.  
Sources : SCHL / Haver Analytics.

VENTES DE MAISONS EXISTANTES					
Milliers d'unités					
	2013	2014	2015P	2016P	2017P
<b>CANADA</b>	457,6	481,2	503,0	489,6	457,3
<b>N. &amp; L.</b>	4,3	4,1	4,1	3,5	3,6
<b>P.E.I.</b>	1,4	1,4	1,7	1,8	1,9
<b>N.S.</b>	9,2	8,8	7,5	7,6	7,8
<b>N.B.</b>	6,3	6,3	6,7	7,1	7,1
<b>Québec</b>	71,2	70,7	75,0	77,0	76,7
<b>Ontario</b>	197,4	204,7	224,7	221,5	201,5
<b>Manitoba</b>	13,7	13,8	14,2	14,3	14,1
<b>Sask.</b>	13,5	13,9	12,2	11,8	11,8
<b>Alberta</b>	66,1	71,8	55,8	52,0	53,0
<b>B.C.</b>	72,9	84,0	100,3	92,9	79,8

P : Prévission des Services économiques TD, octobre 2015.  
Source : Association canadienne de l'immeuble.

VENTES DE MAISONS EXISTANTES					
Variation en pourcentage					
	2013	2014	2015P	2016P	2017P
<b>CANADA</b>	0,7	5,1	4,5	-2,7	-6,6
<b>T.N.L.</b>	-7,5	-4,7	0,1	-14,4	1,8
<b>Î.P.É.</b>	-11,7	-3,2	20,3	10,9	2,4
<b>N.É.</b>	-12,4	-3,6	-14,6	1,0	2,4
<b>N.B.</b>	-1,9	-0,1	7,3	5,5	0,3
<b>Québec</b>	-8,0	-0,7	6,1	2,7	-0,5
<b>Ontario</b>	0,3	3,7	9,8	-1,4	-9,0
<b>Manitoba</b>	-1,2	0,3	2,8	1,0	-1,9
<b>Sask.</b>	-2,4	2,5	-12,4	-2,7	-0,2
<b>Alberta</b>	9,5	8,6	-22,3	-6,8	2,1
<b>C.B.</b>	7,8	15,2	19,3	-7,4	-14,1

P : Prévission des Services économiques TD, octobre 2015.  
Source : Association canadienne de l'immeuble.

PRIX MOYEN DE REVENTE DES MAISONS					
Milliers de \$C					
	2013	2014	2015P	2016P	2017P
<b>CANADA</b>	381,7	407,0	436,3	440,9	431,1
<b>T.N.L.</b>	283,7	284,3	276,9	257,5	256,8
<b>Î.P.É.</b>	155,1	165,1	162,6	158,7	160,6
<b>N.É.</b>	216,3	213,7	221,1	227,6	230,0
<b>N.B.</b>	161,4	161,1	156,9	154,4	156,2
<b>Québec</b>	267,7	271,4	276,0	282,2	285,4
<b>Ontario</b>	401,2	429,2	461,2	469,8	465,2
<b>Manitoba</b>	260,7	264,7	268,6	273,9	277,8
<b>Sask.</b>	287,5	297,9	296,3	290,8	291,5
<b>Alberta</b>	380,2	399,8	390,0	374,2	374,4
<b>C.B.</b>	537,6	570,2	628,8	655,0	647,0

P : Prévission des Services économiques TD, octobre 2015.  
Source : Association canadienne de l'immeuble.

PRIX MOYEN DE REVENTE DES MAISONS					
Variation en pourcentage					
	2013	2014	2015P	2016P	2017P
<b>CANADA</b>	5,6	6,6	7,2	1,0	-2,2
<b>T.N.L.</b>	5,4	0,2	-2,6	-7,0	-0,2
<b>Î.P.É.</b>	1,6	6,4	-1,5	-2,4	1,2
<b>N.É.</b>	-0,9	-1,2	3,5	2,9	1,1
<b>N.B.</b>	1,3	-0,2	-2,6	-1,6	1,2
<b>Québec</b>	1,2	1,4	1,7	2,2	1,2
<b>Ontario</b>	5,1	7,0	7,5	1,9	-1,0
<b>Manitoba</b>	5,7	1,5	1,5	2,0	1,4
<b>Sask.</b>	4,5	3,6	-0,6	-1,8	0,2
<b>Alberta</b>	5,0	5,2	-2,5	-4,0	0,1
<b>C.B.</b>	4,8	6,1	10,3	4,2	-1,2

P : Prévission des Services économiques TD, octobre 2015.  
Source : Association canadienne de l'immeuble.

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.